

Journée d'études - Appel à communications

Municipales 2020-2026 : des citoyen.ne.s à l'épreuve du pouvoir

*De l'émergence à la pérennisation des listes citoyennes et participatives (LCP)
en France et en Europe*

Org.

Vincent Lebrou (CRJFC, Université Marie et Louis Pasteur)

Achille Warnant (Université Grenoble Alpes)

Université Marie et Louis Pasteur, UFR SJEPG

8-9 décembre 2026

Cette journée vise à proposer une réflexion interdisciplinaire et non-exclusivement académique sur les listes citoyennes et participatives (LCP). Nombreuses lors des scrutins municipaux 2020/2026, elles sont régulièrement envisagées comme des vecteurs de renouvellement des règles et modalités de fonctionnement de la démocratie locale. En réunissant des universitaires, des spécialistes ou militants de la participation et des élu.e.s, il s'agira de partir des travaux consacrés à la composition et à l'émergence de ces listes pour déplacer le regard vers leur confrontation à l'exercice du pouvoir. La journée cherchera ainsi à comprendre les transformations qu'elles parviennent à initier, les contraintes territoriales et institutionnelles auxquelles elles se confrontent et, plus largement, ce que leur arrivée dans les institutions fait à la production de l'action publique locale.

Les élections municipales de 2020, puis celles de 2026, ont été marquées par la présence remarquée de listes citoyennes et participatives (LCP)¹. Ces dernières sont censées incarner un investissement renouvelé des citoyens dans le déroulement des campagnes municipales

¹ En 2020, les réseaux militants souhaitant une participation accrue des citoyens aux élections ont insisté sur leur présence massive – 800 listes comptabilisées – et l'importance des résultats obtenus : elles auraient ainsi été élues dans 66 villes, auraient fait élire 1324 conseillers municipaux majoritaires et 638 conseillers municipaux d'opposition, regroupant 279 016 électeurs (Dau, 2020). En 2026, 159 listes citoyennes ont remporté le scrutin (dont 126 dès le premier tour).

et, en cas de victoire, dans l'exercice du pouvoir local. Ce phénomène s'est manifesté dans de nombreux territoires, sans toujours revêtir les mêmes formes dans les espaces métropolitains, les villes moyennes, les espaces périurbains ou les communes rurales (Bachir, Gourgues, Lefebvre, Sainty, 2023).

À la suite de ces deux scrutins, les LCP constituent une entrée privilégiée pour penser le renouvellement de la figure du citoyen et de son rôle dans l'élaboration des politiques municipales et intercommunales. Catégorie encore instable et hétéroclite, les LCP peuvent être définies comme le regroupement d'habitants constitués en collectifs ou en associations afin de conquérir le pouvoir municipal. Ces initiatives partageraient alors un ensemble de caractéristiques communes : une prise de distance revendiquée vis-à-vis des partis politiques et des élus locaux en place, une élaboration démocratique de leur programme électoral et de la composition de leur liste, ainsi qu'une ouverture aussi large que possible à la population (Bachir 2020 ; Bachir, 2023 ; Gourgues, Lebrou, Sainty, 2020).

Fortes de ces quelques caractéristiques, les LCP sont rapidement présentées comme « la réponse politique naturelle à une demande de renouvellement du personnel politique, au discrédit des partis traditionnels ainsi qu'à la "crise de la représentation", devenue un véritable "marronnier politique" » (Acabo, 2022, p. 72). Elles constitueraient en cela un outil permettant de « faire voler en éclats l'habituelle opposition entre démocratie représentative et participative en situant la participation citoyenne dans les arènes représentatives que sont la campagne, l'élection, le mandat » (Bachir, 2023, p. 66). Dans le prolongement, elles incarneraient dès lors la possibilité de « faire de la politique autrement » (Giraud, 2010, p. 110), que ce soit en matière de gouvernance institutionnelle ou de production de l'action publique locale.

Un certain nombre d'éléments relevés par les travaux qui leur sont consacrés permettent de relativiser cette spontanéité et le rôle qu'elles sont susceptibles de jouer dans la démocratisation accélérée de la vie politique locale. En effet, les LCP souffrent en premier lieu de leur enfermement dans cette « bulle sociologique » (Gourgues, Sainty, 2025) qui tend à restreindre le profil des co-listiers à la figure du citoyen fortement doté en ressources scolaires et culturelles. En outre, elles s'inscrivent le plus souvent dans des espaces sociaux locaux, eux-mêmes marqués par la présence de réseaux associatifs et militants (Giraud, 2010 ; Armogathe, 2023) et de mobilisations préexistantes portant sur des enjeux territoriaux particuliers, comme ce fut par exemple le cas à Saillans (Gourgues, Mabi, 2018). Cette dimension agit elle aussi le plus souvent comme un filtre contribuant à exclure les citoyens moins insérés dans les réseaux associatifs et militants. Les LCP sont enfin le prolongement d'un mouvement plus large, incarné par exemple par la multiplication de candidatures se réclamant du néo-municipalisme comme par exemple en Espagne au cours des dernières années (Hamou, 2026 ; Nez, Van Outryve, 2023).

Si les conditions d'émergence et de structuration des LCP dans un contexte marqué par la fragmentation partisane et la démobilisation électorale (Lefebvre, Vignon, 2023) sont désormais bien documentées, la question de leur persistance et des modalités et de leur survie – ou, lorsqu'elles remportent l'élection, de leur confrontation à l'exercice du pouvoir municipal – demeure moins connue malgré quelques premières indications sur les difficultés liées au « noviciat » (Acabo, Michon, 2025), à maintenir la mobilisation sur la longueur (Giraud, 2010) ou à s'affranchir de la mainmise des partis (Maisetti, 2026).

Dès lors, qu'en est-il de cette ambition renforcée depuis 2020 par le nombre inédit de candidatures se revendiquant de cette approche citoyenniste au moment des élections de 2026 ? Si nous ouvrons encore un peu plus le questionnement, l'épisode de 2020 a-t-il ouvert une fenêtre que le scrutin de 2026 prolonge, voire élargit, et si tel est le cas, de quelle manière ? Cette dynamique se manifeste-t-elle de manière comparable dans les différents types de territoires et de communes ? Comment s'est passé le mandat écoulé, à la fois pour les listes victorieuses et donc directement confrontées à l'exercice du pouvoir, mais aussi pour les listes éliminées au premier tour ? Ont-elles réussi à maintenir une dynamique ou s'agit-il au contraire de configurations politiques éphémères ? Par ailleurs, la « discrétion partisane » (Acabo, 2022) dont se revendiquent les LCP est-elle un enjeu partagé et la garantie d'une prise de distance avec des pratiques politiques réputées peu ajustées à la quête de l'intérêt commun ?

Ces premiers questionnements, non exhaustifs, forment le socle de départ de notre journée. Celle-ci vise à interroger la durabilité de ces initiatives citoyennes en France et en Europe, dans toute leur diversité et donc potentiellement au-delà du cadre strict des LCP, et les effets de leur confrontation à l'exercice du pouvoir municipal. Dans cette optique, trois dimensions pourront être plus particulièrement explorées : la mise en œuvre de l'offre politique portée pendant les campagnes ; la recomposition de la division du travail politique, administratif et militant au cours du mandat ; et la capacité de ces initiatives à transformer les priorités, les instruments, les échelles et les modalités de mise en œuvre de l'action publique locale. Au croisement de ces trois axes se trouve ainsi la question de l'écart entre la promesse de « faire de la politique autrement » et les transformations effectivement produites une fois le pouvoir conquis. Il s'agira notamment de comprendre comment cette ambition se confronte au fonctionnement des institutions, aux routines administratives et aux inerties propres à la production de l'action publique locale.

Axe 1. Combler la distance sociale et politique : quelles tentatives pour quels résultats ?

Dans le cadre de ce premier axe, il s'agira de documenter, pour l'étayer ou le nuancer, les constats de certains travaux qui rappellent la difficile implantation de ces initiatives dans les quartiers populaires (Béal, Maisetti, Pinson, Rousseau, 2021), la difficulté à maintenir actives les instances de délibération citoyennes imaginées pendant la campagne municipale (Acabo, Michon, 2025 ; Giraud, 2010) ou, plus généralement, la domination de profils sociaux particuliers (Acabo, 2025 ; Giraud, 2007 ; Gourgues, Sainty, 2025).

On sait désormais que la composition des listes citoyennes tend à reproduire les inégalités de politisation et à réserver les meilleures places aux individus les mieux dotés en capital politique, social, militant ou culturel. Mais existe-t-il à l'inverse des contre-exemples rappelant qu'il est possible de tordre cette règle sociologique historique ? Que deviennent, une fois l'élection passée, les trajectoires de celles et ceux qui sont parvenus à déjouer ces mécanismes de sélection ? Ces mécanismes varient-ils selon les caractéristiques sociales et territoriales des communes concernées ? Qui sont les acteurs impliqués dans la pérennisation, quand elle existe, de ces initiatives citoyennes collectives ? Des initiatives citoyennes alternatives – au sens où elles échapperaient à cette classification nouvelle des LCP – sont-elles susceptibles de se distinguer de la « bulle sociologique » que forment les co-listiers des LCP ?

Plus encore, en quoi les candidatures citoyennes étudiées ici tranchent-elles avec les dispositifs plus classiques de la démocratie participative dont on sait, depuis les travaux

pionniers de Loïc Blondiaux notamment (Blondiaux, 2012), qu'ils contribuent à alimenter beaucoup plus qu'ils ne corrigent les inégalités de politisation et donc les chances d'insertion dans le débat public ? Quels effets l'arrivée au pouvoir de listes se réclamant d'une démarche citoyenne produit-elle, plus généralement, sur les relations entre institutions locales et habitants ?

Ce premier axe vise en somme à penser l'incidence sur le temps long des LCP sur la question de la division sociale du travail politique et, plus généralement, sur l'ouverture du jeu électoral et institutionnel aux citoyens qui en sont a priori les plus éloignés.

Axe 2. Comment les LCP survivent-elles aux élections ?

Dans le cadre d'un second axe, les communications retenues pourront interroger les moyens mis en œuvre pour maintenir vivante la mobilisation et l'offre électorales dans un contexte politique local doublement marqué par l'emprise persistante des partis et le poids croissant de l'échelon intercommunal.

Ce deuxième axe entend interroger les stratégies mises en œuvre, mais aussi les obstacles rencontrés, pour prolonger la promesse électorale de valorisation de la participation citoyenne et du développement de pratiques politiques nouvelles qui l'accompagne. Quels sont les dispositifs pensés et imaginés pour perpétuer la dynamique citoyenne entreprise pendant la campagne électorale ? Comment la figure du citoyen survit-elle à celle de l'élu-e et, inversement, que deviennent les candidats non élus ? Comment faire vivre dans la durée le caractère citoyen de la liste ? L'exercice de la représentation permet-il de maintenir ce lien, alors même que la séparation entre élus et citoyens demeure une norme difficile à dépasser ? L'entrée dans le mandat constitue-t-elle véritablement une rupture ou prolonge-t-elle des trajectoires sociales, professionnelles et militantes antérieures (Demazière, Le Lidec, 2014) ? Comment ces trajectoires influencent-elles les manières d'investir et d'exercer le mandat ?

Un premier fil pourra porter sur les difficultés éprouvées à briser le « mur des partis » (Béal, Maisetti, Pinson, Rousseau, 2021). Le cas de Montpellier en 2020 où des militants ont quitté la liste après que celle-ci a obtenu le soutien de LFI, mais aussi de Marseille, avec le retour au premier plan du Parti socialiste peu de temps après l'élection (Maisetti, 2026), illustrent les tensions que peuvent susciter les relations avec les organisations politiques traditionnelles. Dès lors que les citoyens aspirent à gouverner, notamment sur les sujets complexes comme les finances publiques locales (Bailly, 2020), ils font rapidement l'objet d'une entreprise de disqualification et se retrouvent rapidement rangés dans la case des « sujets politiques irrationnels, déraisonnables, radicaux qui s'appuieraient sur une lecture politique trop subversive vis-à-vis des standards légaux et institutionnels » (Bailly, 2020). Ces constats récurrents rappellent que les forces politiques traditionnelles, au premier rang desquels figurent les partis politiques, souffrent d'« une réticence fondamentale vis-à-vis de la participation citoyenne et ne la pensent que sous conditions » (Petit, 2020). On pourra ici interroger les entreprises de subversion ou de contournement de ce mur des partis et, ce faisant, interroger la capacité LCP et autres initiatives citoyennes à porter l'émergence d'un socle idéologique et politique construit à distance des cercles traditionnels. Dans cette perspective, le rôle des réseaux militants constitués au cours des dernières années (Fréquence commune, etc.) ou en cours de structuration pourra faire l'objet d'une attention particulière.

Un second fil pourra porter sur le « troisième tour » intercommunal, c'est-à-dire sur les négociations et les rapports de force qui déterminent, après les élections municipales, la

composition des exécutifs communautaires (Gourgues, Lebrou, Sainty, 2023). Comment les LCP s'insèrent-elles dans ce jeu politique faiblement médiatisé et souvent dominé par les élus et les organisations politiques les mieux implantés ? Parviennent-elles à prolonger à l'échelle intercommunale les principes démocratiques et les orientations défendus pendant la campagne municipale ? Cette ambition se confronte toutefois au transfert de compétences stratégiques vers des institutions intercommunales dont le fonctionnement demeure peu lisible et faiblement politisé dans l'espace public local (Desage, Guéranger, 2011). Les LCP parviennent-elles à ouvrir et à politiser cet espace ou doivent-elles, au contraire, s'adapter à ses règles de fonctionnement ordinaires ?

Axe 3. Les citoyens changent-ils l'action publique locale ?

Ce troisième axe interroge la possibilité d'une réorientation sur le fond comme sur la forme des politiques municipales et intercommunales : quels sujets ces LCP parviennent-elles à mettre à l'agenda et dans quelle mesure les équipes élues parviennent-elles à faire évoluer la gouvernance des administrations dont elles assurent la gestion ?

Si la question des effets des alternances politiques sur l'action publique constitue un objet classique dans certains contextes nationaux, elle reste encore relativement peu étudiée en France à l'échelle municipale (Arnoulet, Levêque, Monnet, Parnet, 2026). Les travaux existants soulignent néanmoins les effets de standardisation entraînés par la professionnalisation des administrations municipales ou par la diffusion de mots d'ordre néo-managériaux, susceptibles de limiter les capacités d'innovation politique à l'échelon local (Arnaud, Le Bart, Pasquier, 2007). Une fois élus, les novices se confrontent rapidement aux routines administratives et politiques, mais aussi aux contraintes juridiques, financières et techniques qui encadrent l'action municipale. Celles-ci peuvent les empêcher de concrétiser la rupture revendiquée pendant les campagnes électorales confirmant ainsi l'idée selon laquelle « il ne suffit pas de changer les élus pour changer la politique » (Acabo, Michon, 2025). La notion de « travail politique », entendue comme l'ensemble des pratiques et des stratégies déployées pour maintenir ou transformer les institutions (Smith, 2019), permet alors d'interroger concrètement les efforts engagés par les LCP pour modifier les règles du jeu. Sur quels acteurs, quelles ressources et quelles alliances les équipes élues s'appuient-elles ? Quelles stratégies mettent-elles en œuvre pour négocier, contourner ou transformer les contraintes auxquelles elles se confrontent ? Les communications retenues pourront interroger la nature mais aussi la portée des orientations et actions entreprises pour tenter d'impulser cette rupture que les LCP entendent incarner. Dans cette perspective, elles sont invitées à prêter une attention soutenue aux différentes formes de résistance opposées à l'action politique des LCP et aux différentes formes de controverse que celle-ci a pu contribuer à faire apparaître dans tel ou tel espace local (Lebrou, 2026).

Le poids de l'intercommunalité constitue à cet égard un enjeu central. Dans un article écrit à la suite des municipales de 2020, Vincent Béal et ses co-auteurs rappellent ainsi que « l'élection de ces nouvelles listes semble donc rendre simplement plus visible la rupture entre deux espaces politiques distincts : celui, politisé, de la commune, dans lequel le projet municipaliste de transformation sociale peut être mise en œuvre, mais de manière incomplète ; et celui, dépolitisé, de la métropole, où les modes de gestion pragmatiques et entrepreneuriaux continuent de prédominer » (Béal, Maisetti, Pinson, Rousseau, 2021). Les LCP parviennent-elles à investir et à politiser cet échelon, souvent demeuré secondaire

pendant la campagne, afin d'y prolonger leur projet de transformation (Gourgues, Lebrou, Sainty, 2023) ?

Les communications pourront enfin étudier les controverses qui ont émaillé ces mandats. Sur quoi ont pu porter les principales oppositions auxquelles les LCP au pouvoir ont eu à faire face ? Comment les équipes citoyennes reçoivent-elles et traitent-elles la critique ? Parviennent-elles à instaurer de nouvelles formes de médiation et de gouvernement ou reproduisent-elles les pratiques ordinaires du pouvoir municipal sur cette question de la gestion des oppositions ? Ces controverses permettent ainsi d'interroger conjointement les transformations politiques à l'œuvre mais aussi les conditions de leur réception dans l'espace local.

Les contributions retenues ont vocation à traiter prioritairement sur les listes citoyennes et participatives. Elles pourront également porter sur des objets proches permettant d'interroger la confrontation directe des citoyens à l'exercice du pouvoir. Elles devront dans tous les cas mobiliser un matériau empirique original.

Calendrier

- Date limite d'envoi des propositions : 22 octobre 2026
 - Format attendu : 1 page précisant le titre, l'objet et le matériau mobilisé
- Réponse : 29 octobre 2026 au plus tard
- Journée : 8 et 9 décembre à Besançon

Étant donné le caractère contraint du calendrier, des adaptations peuvent être envisagées.

Propositions et questions à envoyer à Achille Warnant (achille.warnant@gmail.com) et Vincent Lebrou (vincent.lebrou@umlp.fr)

Bibliographie

Marie Acabo, « La « liste citoyenne » comme entreprise de discrétion. Enquête sur la campagne des municipales de la liste « Strasbourg écologiste et citoyenne », *Politix*, 2022/2, n°138.

Nolwenn Armogathe, « Le municipalisme toulousain en 2020. Ethnographie de la liste Archipel Citoyen candidate aux élections municipales à Toulouse », in Myriam Bachir, Guillaume Gourgues, Rémi Lefebvre, Jessica Sainty (dir.), *Des citoyens à la conquête des villes. Les listes et citoyennes et participatives lors des élections municipales de 2020*, Paris, CNRS Editions, 2023, p. 127-150.

Violette Arnoulet, Antoine Lévêque, Hélène Monnet, Christophe Parnet, « Alternances partisanes et (in)capacités politiques : quel renouvellement du pouvoir urbain en France (2020-2026) », Colloque, Université Paris Dauphine, 3-4 juin 2026.

Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier (dir.), *Idéologies et action publique territoriale*, Rennes, PUR, coll. « Res Publica », 2006.

Myriam Bachir, « Citoyennes et participatives : des listes qui réenchangent la politique », *Le Monde*, 26 février 2020.

- Myriam Bachir, « Aux listes citoyen-nes ! Ethnographie des listes citoyennes et participatives », in Myriam Bachir, Guillaume Gourgues, Rémi Lefebvre, Jessica Sainty (dir.), *Des citoyens et citoyennes à la conquête des villes. Les listes citoyennes et participatives lors des élections municipales de 2020*, Paris, ENS Editions, 2023, p. 65-89.
- Myriam Bachir, Guillaume Gourgues, Rémi Lefebvre, Jessica Sainty (dir.), *Des citoyens à la conquête des villes. Les listes et citoyennes et participatives lors des élections municipales de 2020*, Paris, CNRS Editions, 2023.
- Jessy Bailly, « L’imaginaire démocratique des élu-es et des gouvernant-es à l’épreuve d’une citoyenneté politique augmentée », *Participations*, 2023/3, n°37, p. 153-182.
- Vincent Béal, Nicolas Maisetti, Gilles Pinson, Max Rousseau, « Les promesses à tenir du municipalisme français », Rosa Luxemburg Stiftung, 2021.
- Elisabeth Dau, « A contre-courant. Un bilan des dynamiques des listes participatives aux élections municipales françaises en 2020 », Commonsopolis et Mouvement Utopia, 2020.
- Baptiste Giraud, « Les paradoxes de l’engagement pour la démocratie participative. Retour sur l’expérience des Motivé-e-s toulousains », *Terrains & Travaux*, 2010/1, n°17, p. 109-126.
- Baptiste Giraud, « Les Motivé-e-s, ou l’innovation prisonnière des règles du jeu politique », *Sociologies pratiques*, 2007/2, n°15, p. 55-67.
- Guillaume Gourgues, Jessica Sainty, « Listes citoyennes et participatives. Un horizon politique municipal pour 2026 ? », *DARD*, 2025/2, p. 36-42.
- Guillaume Gourgues, Clément Mabi, « Le “pouvoir citoyen” change-t-il la démocratie ? L’expérience de Saillans vue par ses habitants », Fondation Jean Jaurès, 14 février 2018.
- Guillaume Gourgues, Vincent Lebrou, Jessica Sainty, « L’essor des listes participatives. Autour de la campagne des élections municipales 2020 », Paris, *La Vie des idées*, 31 mars 2020.
- Guillaume Gourgues, Vincent Lebrou, Jessica Sainty, « Les listes citoyennes et participatives face à l’intercommunalité : un intérêt partagé mais hétérogène », in Rémi Lefebvre, Sébastien Vignon (dir.), *Politiser l’intercommunalité ? Le cas des élections locales de 2020*, Villeneuve d’Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2023, p. 175-193.
- David Hamou, *De la rue à la mairie. Sociologie du municipalisme*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l’homme, 2026.
- Vincent Lebrou, « Une action publique empêchée ? Sociologie des principales controverses du mandat citoyen à Strasbourg (2020-2026) », Communication au colloque « Alternances partisanes et (in)capacités politiques », Université Paris Dauphine, 3-4 juin 2026.
- Christian Le Bart, Romain Pasquier, Lionel Arnaud (dir.), *Idéologies et action publique territoriale*, Rennes, PUR, 2007.
- Rémi Lefebvre, Sébastien Vignon (dir.), *Démobilisation électorale dans la France urbaine. Les élections municipales de 2020*, Rennes, PUR, 2023.
- Héloïse Nez, Sixtine Van Outryve, « Conclusion. La conquête « citoyenne » du pouvoir local, un phénomène international ? », Myriam Bachir, Guillaume Gourgues, Rémi Lefebvre, Jessica Sainty (dir.), *Des citoyens et citoyennes à la conquête des villes. Les listes citoyennes et participatives lors des élections municipales de 2020*, Paris, ENS Editions, 2023, p. 291-310.

Guillaume Petit, « Les élu-es aiment-elles et ils la démocratie », *Participations*, 2020/1, n°26-27, p. 7-40.